

JEAN-PAUL GOUTEUX

LA NUIT RWANDAISE

L'implication française dans le dernier génocide du siècle

Ce livre est une analyse approfondie des implications politiques françaises au Rwanda, des soutiens militaires, des relais médiatiques et intellectuels à un nazisme africain et de leurs conséquences ultimes : la réalisation du génocide des Tutsi en 1994. *La Nuit rwandaïse*, c'est l'histoire de l'abandon d'une minorité désarmée, l'holocauste de civils livrés sans défense à un État qui tuait « au nom de la race ». Un holocauste attendu, prévu, pensé par ceux qui orchestraient cet abandon. En France, les coulisses du génocide sont toujours dans la nuit. L'implication des autorités françaises dans une telle horreur est trop « unimaginable » pour que les Français se fassent la violence de contester un discours lénifiant et rassurant. Ils se sont ralliés à la raison d'État. Des journalistes orchestrent la désinformation et manipulent l'opinion française. Des parlementaires assassinent la mémoire, enterrent le scandale avec une mission d'information conçue pour cela. Des sociologues et des historiens cautionnent cette mascarade. Des humanitaires préfèrent se taire devant les subventions et la raison d'État. Des hommes politiques brandissent « l'honneur de la France » et dénoncent ses ennemis. Avec 122 pages de documents visuels, soit près de 330 photos et 560 pages de textes, ce livre restitue la vérité par le texte et par l'image. C'est, après les dissimulations de la mission Quilès, une mise au point essentielle sur l'implication française dans le génocide des Tutsi. ■



9 782910 019754

30€ soit 196,79 F

ISBN : 2-910019-75-6

Photo de couverture :
Accueil des soldats français de *Turquoise*
au Rwanda, en juillet 1994, après le génocide.
© 1994, Paterson/Liaison, Gamma.

Maquette : Irène Adamopoulos.

JEAN-PAUL GOUTEUX



LA NUIT RWANDAISE



JEAN-PAUL GOUTEUX

LA NUIT RWANDAISE

L'implication française dans le dernier génocide du siècle



IZUBA avec

8. L'imposture humanitaire

« *La bêtise humanitaire, c'est grave docteur ?* »
Annie Faure, *Blessures d'humanitaire* ¹.

Les assassins aux beaux habits ²

Organisé par *Turquoise*, le repli des forces génocidaires en juillet 1994 au Zaïre face à l'avancée des troupes du FPR a permis au gouvernement intérimaire (GIR) de maintenir son pouvoir sur les masses hutu emmenées en exil. De 1994 à 1996, l'ordre génocidaire régnait dans les camps où les ex-FAR et les Interahamwe étaient utilisés comme police. Des exécutions sommaires de Tutsi avaient lieu discrètement, la nuit, quand les expatriés rejoignaient leurs baraquements. Les paysans étaient rassemblés par leurs préfets, leurs bourgmestres, leurs instituteurs, ceux-là mêmes qui avaient supervisé les massacres, reproduisant à l'identique les structures villageoises. Ces anciennes autorités étaient les intermédiaires obligés du HCR et des ONG. Tous savaient que pendant le génocide « *ces assassins aux beaux habits ont laissé les "paysans" se salir les mains, mais [qu'] ils étaient juste en deuxième ligne pour cordonner les opérations* » ³, mais ils le taisaient. Face à la communauté internationale, les notables du génocide utilisaient les masses sous leur contrôle pour asseoir leur légitimité.

1. Balland, 1995.

2. Selon l'expression de Jean-Pierre Chrétien, « Le nœud du génocide rwandais », *Esprit*, juillet 2000.

3. *Ibidem*.

Le gouvernement intérimaire (GIR) maintint dans les camps la logique raciale. Les responsables de MSF, sur place, en firent le constat : « *Toute personne suspectée d'être tutsi fait l'objet d'une justice expéditive. Au début du mois d'août, quatre-vingt-cinq personnes sont tuées à Benaco [camp de Tanzanie]. Toutes sont tutsi ou soupçonnées de l'être. Médecins sans frontières, ainsi que d'autres organisations humanitaires, a été, à plusieurs reprises, le témoin impuissant de tels actes de barbarie. Cinq hommes ont été tués à Kibumba pour le même motif ethnique. L'un d'entre eux a tenté de trouver refuge dans un centre de nutrition. Il a été lapidé devant les équipes humanitaires. Un matin à Benaco, les équipes découvrent qu'un infirmier a tout simplement débranché les perfusions de deux bébés tutsi qui ont été retrouvés morts [...]. Les camps doivent être ethniquement purs, c'est le génocide qui continue.* »⁴ Dans les camps du HCR, les anciennes autorités finissaient donc en toute impunité d'éliminer les Tutsi encore présents, y compris les enfants perdus ou les épouses ayant suivi leurs maris. Ils n'épargnaient pas non plus les Hutu candidats au retour. Selon le HCR, ces assassinats auraient produit quelque trente morts par jour dans la région de Goma en novembre 1994⁵.

Parallèlement à l'épuration ethnique qu'elles poursuivaient dans les camps, les forces du génocide se préparaient à reprendre l'offensive : « *Les ex-FAR recevaient des cargaisons d'armes dans les camps, organisaient des exercices militaires, recrutaient des combattants et (selon les termes utilisés dans des documents trouvés par la suite dans l'un des camps) se préparaient pour une "victoire finale" et une solution définitive aux antagonismes Hutu-Tutsi.* »⁶ Les plus hauts responsables du génocide constituèrent un « gouvernement en exil » à Bukavu en décembre 1994 et se comportèrent comme s'ils constituaient le « gouvernement légal » expatrié. Jean Kambanda, Premier ministre du GIR, et son ministre des Affaires étrangères, Bicamumpaka, quittèrent Bukavu en décembre 1994 pour une visite

4. Médecins sans frontières, « Réfugiés rwandais », décembre 1994.

5. HCR, *Les Réfugiés dans le monde*, La Découverte, 1997, p. 66.

6. Rapport de l'OUA : *Un génocide évitable*, chapitre XIX, ouvrage cité.

à Paris⁷. Théodore Sindikubwabo, président du GIR, décréta une relance de la guerre. Le responsable des milices Interahamwe, Mathieu Ngirumpatse, indiquera à l'Agence France Presse, début octobre 1994, qu'il rentrait d'un voyage en France. L'ancien maire de Kigali, François Karera, devenu chef du camp de Katale, pouvait déclarer bien haut à la communauté internationale : « *Les Tutsi sont mauvais à l'origine. [...] Si les motivations sont justes, les massacres sont justifiés.* »⁸ Théoneste Bagosora expliquait quant à lui que les exilés se préparaient à « *une guerre qui serait longue et meurtrière jusqu'à ce que le pays soit complètement débarrassé de la minorité tutsi* »⁹.

L'embrigadement idéologique se poursuivait. Gaspard Gahigi, le rédacteur en chef de la fameuse Radio-Télévision Libre des Mille Collines, continuait son travail de propagande à l'aide d'un journal, *Amizero*, largement diffusé dans tous les camps. « *À la fin de l'année 1996, on a retrouvé au camp de Mugunga [après la fuite des Hutu] des documents de propagande qui faisaient état d'une répression incessante exercée par les Tutsi contre les Hutu. Ces documents appelaient à une juste guerre de libération contre les oppresseurs et faisaient porter toute la responsabilité de ce qui était arrivé au FPR dominé par les Tutsi.* »¹⁰ En Belgique, *Trait d'union*, une revue financée par les ONG Coopibo, Vredeseilanden (Îles de la Paix) et SOS-Faim, relayait en Europe cette propagande dite de la « troisième voie ». Quant à La Croix-Rouge française, elle appelait à « *sauver du choléra les victimes du génocide* »¹¹. Pendant deux ans, ces « humanitaires » ont travaillé ouvertement au retour des assassins à Kigali. Et les livraisons d'armes n'ont pas cessé. Après juin, les troupes du président Mobutu prennent le relais des Français. Interrogé par Human Rights Watch, le vice-consul de France à Goma justifia ces livraisons en disant qu'il s'agissait de remplir des contrats déjà signés avec le

7. *Le Soir* (Bruxelles) du 20 décembre 1994.

8. Interviewé par le *Herald Tribune* du 16 août 1994.

9. Human Rights Watch, *Rearming with Impunity: International Support for the Perpetrators of the Rwandan Genocide*, 1995.

10. *Un génocide évitable*, ouvrage cité.

11. Alex de Waal, *Famine business*, ouvrage cité, p. 160; *Solidaire*, septembre 1994.

gouvernement du Rwanda ¹². Cette aide se manifestait aussi par le transport des ex-FAR dans les véhicules militaires français. La Mission d'information parlementaire établit la livraison par la France d'au moins dix tonnes de nourriture aux ex-FAR à Goma ¹³.

Les responsables de Médecins sans frontières font le constat de la démission de la communauté internationale. Absente pendant le génocide, elle laisse régner l'ordre génocidaire dans les camps ¹⁴. L'aide est détournée massivement. Elle sert à réarmer les ex-FAR et à financer les dignitaires de l'ancien régime. Sur plusieurs milliards de dollars d'aide, l'ONU estime que de 25 % à 30 % étaient récupérés par les responsables politiques des camps. Dans *Le Monde diplomatique*, Alex de Waal signale qu'il s'agit là d'un fait historique d'une importance considérable: « *Au nom des principes humanitaires, le HCR et bon nombre d'agences humanitaires ont donc "couvert" une force militaire extrémiste. Deux ans et demi durant, l'ONU n'a pris aucune sanction contre l'utilisation abusive de ses programmes: des centaines de millions de dollars destinés à l'aide humanitaire avaient pourtant été détournés pour soutenir un nouveau génocide.* » ¹⁵ En France, le gouvernement de droite et le président Mitterrand tablaient toujours sur le retour victorieux du Hutu Power au Rwanda. Le poids de la France et son influence sur le continent africain imposaient cette vision à la communauté internationale.

Qu'il était bon, ce choléra !

« *Qu'il était bon, ce choléra!* », écrit l'ancien président de MSF, Rony Brauman... « *Si bon que d'Europe, d'Amérique et d'Asie ont alors accouru tous ceux que les massacres qui l'avaient précédé*

12. Human Rights Watch, *Rearming with Impunity*, ouvrage cité.

13. Mission parlementaire, tome I.

14. *Médecins sans frontières*, « Réfugiés rwandais », décembre 1994. MSF quittera les camps pour cette raison fin 1994.

15. *Le Monde diplomatique*, avril 1998, p. 32. Alex de Waal, analyste, est directeur de Justice Africa, ONG basée à Londres. Il a travaillé pour African Rights, Human Rights Watch et InterAfrica Group.

avaient à peine troublés. [...] Quelle aubaine de voir un génocide transformé en vaste théâtre humanitaire où tous, rescapés, complices, innocents et bourreaux, prennent enfin la seule figure désormais convenable, celle de la victime. » ¹⁶ Les ONG se bousculèrent auprès des dirigeants génocidaires qui forment l'interface avec les « réfugiés hutu ». Il n'y a plus de génocide, plus de bourreaux, plus d'assassins, seulement des victimes ! Des victimes comme le sont éternellement les Hutu selon la propagande du Hutu Power. Doublement victimes, à la fois des Tutsi et du choléra. « *Et vive le choléra et vive les médias et vive le service de communication du ministère de la Défense, qui ont réussi à faire passer le génocide sous la dysenterie bacillaire!* », s'exclame à son tour Daniel Mermet ¹⁷. Il sera le seul journaliste français à dénoncer l'imposture humanitaire sur les ondes radio, dans son émission « Rwanda sous silence » sur France Inter, en juillet 1994.

Cette « aubaine » pour les complices de ce génocide était-elle si imprévue que cela ? Au Kivu où j'ai résidé en tant que jeune coopérant, Goma était bien connue comme une zone de choléra endémique et redoutée comme telle. On peut se demander si les logisticiens de *Turquoise* l'ignoraient quand ils décidèrent d'installer les camps dans cette zone au sol dur et volcanique, où le creusement des latrines est pratiquement impossible. De surcroît, à quelques kilomètres de la frontière, en violation de la légalité internationale qui l'interdit (convention de l'OUA de 1969). Le résultat fut énorme, monstrueux, 30000 morts en quelques jours. La négation du génocide trouva dans la détresse de ces exilés hutu une nouvelle consistance. Les victimes du choléra ont été « médiatisées » par une armée de photographes et de cameramen conduite par le Sirpa. Une « aubaine » médiatique qui prit le relais de l'écran de fumée des « troubles interethniques ».

Le rapport de l'OUA montre bien que, si Mitterrand avait été « déçu » par ses alliés, l'espoir d'un retournement de situation subsistait: « *Tout au long de juillet, d'août et de septembre, selon des*

16. *Devant le mal. Rwanda, un génocide en direct*, Arléa, 1994.

17. *Là-bas si j'y suis*, ouvrage cité.

fonctionnaires des Nations unies, l'aviation militaire française transporta un grand nombre de génocidaires vers des destinations inconnues, dont le leader du génocide, le colonel Théoneste Bagosora, ainsi que des troupes des Interahamwe, des ex-FAR et des milices. [...] Ils allaient retourner "terminer le travail". Grâce à l'occasion imprévue qui leur était fournie en grande partie par la France, ils pouvaient maintenant commencer à se réorganiser à partir du Zaïre et d'ailleurs. »¹⁸ C'était aussi l'avis de l'Élysée. Bruno Delaye, conseiller spécial pour l'Afrique de Mitterrand, le déclarera à un journaliste: « Nous n'inviterons pas les nouvelles autorités rwandaises au prochain sommet franco-africain. Elles sont trop controversées, sans compter qu'elles vont s'effondrer d'une minute à l'autre. »¹⁹ C'était bien le but du génocide dans l'esprit de ses complices, supprimer la base ethnique du FPR, de façon qu'il ne puisse se maintenir au pouvoir. Le nouveau Rwanda ne fut donc pas invité au sommet franco-africain de Biarritz, mais il ne s'effondra pas pour autant.

Le Vatican aussi tablait à l'époque sur le retour victorieux des ex-FAR à Kigali. L'ONG Caritas Internationalis, qui dépend directement du Vatican, a contribué à faire tourner la machinerie génocidaire des camps avec un budget de 55 millions de francs suisses: « [Au camp d'] Inera, près de Bukavu, [...] règne en maître sur 52 000 réfugiés hutu un prêtre catholique de Caritas Espagne, le père C. [...] À la bibliothèque, on trouve le journal des extrémistes hutu, Kangura, célèbre pour ses appels aux meurtres. Le père C., qui "ne fait pas de politique", nie qu'il y ait eu un génocide des Tutsi [...]. À Bukavu, l'organisation caritative du Vatican est complètement engagée aux côtés des ex-militaires et miliciens hutu [...] qu'elle voit tous les jours s'entraîner sous ses yeux. »²⁰ Ce qui fait dire à Renaud Coppietters, ex-magistrat belge, chargé d'un audit de Caritas-Bukavu: « L'Église catholique est massivement présente ici, à travers

18. *Un génocide évitable*, ouvrage cité.

19. Rapporté en communication privée par Gérard Prunier le 17 octobre 1994. Gérard prunier, *Rwanda, le génocide*, ouvrage cité, p. 376.

20. Jean-Philippe Ceppi, *Le Nouveau Quotidien* (Lausanne) du 22 juin 1995.

*Caritas, pour conserver son influence historique sur les Hutu. Rome a une stratégie pour se maintenir dans la région. Et je comprends les accusations qu'on lui fait, de complicité avec les auteurs des massacres, d'hostilité aux Tutsi et de soutien aux Hutu. »*²¹

En 1945, le nazisme a été défait, éliminé de la scène politique. En 1994, la « patrie des droits de l'homme », en synergie avec le Vatican, a préservé le Hutu Power de la déroute morale. Pendant que l'armée française devenait une force de paix aux yeux de l'opinion, dans le vaste complexe militaro-humanitaire des camps, les forces génocidaires se préparaient à attaquer Kigali. Les responsables militaires français et l'Église catholique utilisaient l'aide humanitaire pour recoller les débris des FAR et réparer les effets d'une bataille perdue. Car pour eux « les Hutu » avaient perdu une bataille, mais non la guerre.

La grande foire de l'humanitaire

Dans cette mystification humanitaire s'engouffreront une bonne centaine d'ONG, rivalisant de zèle et d'exhibitionnisme publicitaire, une nouvelle habitude que l'on retrouvera régulièrement ailleurs, de l'Éthiopie au Kosovo. Mais dans les camps des faux réfugiés hutu du Zaïre et de Tanzanie, l'« imposture » a pris une dimension exceptionnelle. Daniel Mermet, observateur écœuré, en résume le fonctionnement et les principes: « À nouveau, l'imposture humanitaire a permis de dissimuler l'irresponsabilité politique. Notre indignation face à la tyrannie, notre révolte face à la folie destructrice planifiée par un groupe d'extrémistes, notre contestation basée sur les valeurs sacrées qui sont les nôtres: démocratie, droits de l'homme, et toutes ces belles choses, tout ça disparaît sous la pression émotionnelle. De l'émotion sinon rien. La pression médiatique donne à plein. L'urgence annule tout débat, toute protestation. »²²

21. Cité par Jean-Philippe Ceppi, *ibidem*.

22. Daniel Mermet, *Là-bas si j'y suis*, ouvrage cité.

L'urgence et l'émotion sont des ressorts qu'il faut savoir remonter en temps opportun. Ignorés pendant trois mois de massacre à grande échelle où l'on tuait des gens pour le crime d'être nés, ces sentiments seront exploités au maximum pour les « réfugiés hutu » victimes du choléra. Ceux-ci devinrent en quinze jours le sujet majeur des chaînes de télévision occidentales. Cette médiatisation du « désastre humanitaire » de Goma, après le silence glacé du génocide, s'inscrit dans la logique du « combat des médias ». Un combat qu'évoquait pendant le génocide le général Huchon²³. D'avril à juin 1994, il s'agissait d'un gigantesque massacre programmé et organisé par un gouvernement soutenu par la France : les médias n'étaient pas là. Fin juin, il s'agissait pour l'opération *Turquoise* de mettre à l'abri ceux qui avaient organisé ces massacres : raz-de-marée médiatique. Le Sirpa organise la visite guidée des colonnes de « réfugiés » hutu, fuyant « l'avancée du FPR ». Par un carton d'invitation trouvé incidemment dans ses locaux, on sait que France 2 organisa même un cocktail pour fêter ce succès d'audience. Le carton, signé Jean-Luc Mano (directeur de l'information), annonce : « *Devant le succès de la "spéciale" sur le Rwanda, la direction de l'information vous invite au cocktail qu'elle organise le mardi 28 juin à 13 heures.* »²⁴ Petits fours, champagne et congratulations pour un génocide si bien occulté.

Dans la foulée de *Turquoise*, on orchestre donc le grand cirque des ONG caritatives. « *La foire humanitaire a trouvé un terrain fertile au Rwanda où la course aux assistés n'a rien à envier aux recherches de part d'audience des télés privées.* »²⁵ Goma est devenu un eldorado pour des dizaines d'organisations dont le principal souci est de se faire voir, d'apposer partout leurs sigles et labels. « *Les ONG étrangères ont probablement réussi à recueillir 500 millions de dollars auprès du grand public, ce qui conférait aux réfugiés rwandais un*

23. Propos rapportés par le colonel des FAR Ephrem Rwabalinda. Rapport de mission reproduit dans « Les Dossiers noirs n° 1 », *Rwanda: la France choisit le camp du génocide*, L'Harmattan, 1995.

24. Invitation reproduite intégralement dans *Charlie hebdo* n° 111, du 10 août 1994.

25. Alain Kassa, coordinateur général, *Médecins sans frontières-Suisse* n° 38, hiver 1995.

grand attrait commercial. Elles se faisaient une concurrence intense pour attirer l'attention – le meilleur moyen d'exploiter un désastre et d'attirer davantage de fonds. »²⁶ On apprend, en lisant le rapport financier de 1994 de Médecins sans frontières, que « l'effet Rwanda » aurait rapporté à cette association entre 30 et 40 millions de francs supplémentaires... « Qu'il était bon ce choléra ! »

Annie Faure a travaillé au Rwanda avec Médecins du monde, de mai à juillet 1994. Son témoignage donne un éclairage cru sur l'utilisation de l'aide humanitaire par le pouvoir. « *En ce début mai, dès mon arrivé à Kampala, en Ouganda, je fus immédiatement plongée dans un bain négationniste avec un parfum de raison d'État.* »²⁷ Dans sa communication à l'Institut des hautes études sur la justice, qui ne figurera pas dans les actes publiés en 1995 « avec le concours de l'Agence de coopération culturelle et technique », Annie Faure explique que les humanitaires sont d'abord briefés par le consulat de France. Ils apprennent que le FPR est bien l'ennemi et que la cellule d'urgence de l'Élysée va porter secours aux exilés hutu. Le mot génocide est ignoré. En revanche, on explique que les Tutsi ont aussi commis des massacres. Le discours est centré sur les exactions du FPR. « *Personne ne les avait vus, tout le monde en parlait. Cette ambiance de diffamation était pénible. Les propos diffamatoires se répandaient de bouche à oreille au Rwanda, s'amplifiaient en Ouganda, loin du FPR. À l'hôtel White Horse, à Kabalé, la bêtise et la bière amplifiaient une véritable psychose paranoïaque.* » Cette soumission passive des ONG au discours officiel est la conséquence évidente de leur inféodation financière. La part des fonds publics qui était de 3 % en 1973 est passée à 40 % en 1985 et atteignait en 1995 plus de 50 %. Comme le remarque Annie Faure, « *leur blason non gouvernemental est erroné* »²⁸.

26. Groupe d'études informel de l'OCDE/CAD sur les conflits, la paix et la coopération pour le développement (Paris: OECD/OCDE), septembre 1999 n° 11.

27. Annie Faure : « L'humanitaire sous influence », communication au colloque « Rwanda. Un génocide du XX^e siècle », Paris, Institut des hautes études sur la justice, 16 et 17 juin 1995, actes publiés à L'Harmattan, 1995.

28. Annie Faure, *Blessures d'humanitaire*, Balland, 1995.

Le résultat dépassera sans doute les espérances des officiels et militaires français. La foire humanitaire, son clinquant et sa course aux subventions seront indissociables d'un vrai mépris pour les rescapés, pour les anciens réfugiés et pour les Tutsi en général. Nombre d'ONG se contentent de prendre livraison du matériel à Kigali et de partir immédiatement le distribuer à Goma et Bukavu, en connivence avec les génocidaires qui dirigent les camps. Les gentils humanitaires ignoreront l'horreur des massacres réalisés la veille, comme s'il s'agissait d'une vieille histoire sans intérêt. Ils afficheront en revanche une méfiance consensuelle pour le nouveau gouvernement. Les informations, distillées contre le FPR élimineront toute curiosité et toute compassion pour le drame que venait de subir ce pays. L'exemple déjà cité de l'abattoir moderne installé par des ONG dans le camp de Mugunga, près de Goma, est suffisamment éloquent: le bétail provenait des éleveurs tutsi congolais que les « réfugiés » étaient en train de massacrer. Les Tutsi qui échappèrent aux massacres vinrent se réfugier au Rwanda.

On a vu que le camp de déplacés de Kibeho était un « *centre d'hostilité et constituait une menace pour la sécurité intérieure* »²⁹. Au sein de ce camp, des ONG « *contrecarrèrent activement les actions du gouvernement du Rwanda en encourageant les déplacés à rester au camp et en se livrant à des pratiques d'embauche discriminatoire. En outre, le refus de la part d'un certain nombre d'ONG de coopérer à l'opération de fermeture après qu'elle eut commencé exacerba la crise humanitaire* »³⁰. Certaines ONG, en particulier celles d'inspiration chrétienne, retrouvaient à Goma, Benako, Kibeho et Bukavu leurs anciens interlocuteurs et leur credo ethniste. Les exilés sont hutu et donc des victimes de la perfidie tutsi. Ces « humanitaires » exprimaient leur conviction profonde en restant dans le cadre idéologique du Hutu Power. D'autres ONG adopteront la même attitude pour des raisons différentes: un génocide fait intervenir victimes et

29. Marc Brisset-Foucault et collaborateurs: *Report of the Independent International Commission of Inquiry in the Events at Kibeho*, rapport cité, p. 4. Traduction d'Alex de Waal dans *Famine business*, ouvrage cité.

30. *Ibidem*, p. 11.

bourreaux. Une telle affaire est beaucoup trop compliquée pour le public européen. De plus, le génocide est nié, dissimulé ou justifié (souvent simultanément) par ces exilés et les Occidentaux qui les aident. L'utilisation des rescapés pour susciter l'émotion et les dons n'est pas simple, celle des exilés, qualifiés de réfugiés et de surcroît victimes du choléra, est beaucoup plus efficace. Ceux-ci seront présentés au grand public comme les « survivants » d'une explosion aveugle de violence entre des tribus africaines. Les donateurs retrouvent la mythologie coloniale toujours très appréciée. À Goma, l'humanitaire est devenu négationniste et le négationnisme est devenu humanitaire.

En 1995, devant ces dérives, le Rwanda fera le ménage. Le personnel des ONG, rapidement recruté dans l'urgence et le flot des financements, offrit trop souvent le visage du néocolonialisme et de son racisme. « *Le Rwanda a vu débarquer des baroudeurs alcoolisés, des anciens militaires ivres de colonialisme retrouvé* », nous dit le médecin humanitaire Annie Faure³¹. L'aide humanitaire se préoccupait davantage des reportages télévisés destinés aux campagnes de financement qu'aux priorités et aux demandes du nouveau gouvernement. Sur les cent cinquante-quatre ONG qui se manifestèrent et intervinrent au Rwanda et dans les camps, pratiquement sans coordination entre elles, le gouvernement en expulsa trente-huit, dont MSF-France, et suspendit les activités de dix-huit autres³². Cela permit à ces dernières de diaboliser encore un peu plus le FPR. En particulier, MSF-France prétendra que « *le gouvernement rwandais ne veut garder que les organisations qui se taisent* », accusant donc explicitement les autres (plus d'une centaine) de participer à la « complicité du silence ». Pour approfondir la question sur ce mélange répugnant de désinformation, de sensationnalisme médiatique et de curée humanitaire, je renvoie au rapport de l'OUA, *Un génocide évitable*, qui constitue l'étude synthétique la plus complète.

31. Communication au colloque « Rwanda. Un génocide du XX^e siècle », ouvrage cité.

32. Rudolph von Bernuth, « The Voluntary Agency Response and the Challenge of Coordination », *Journal of Refugee Studies*, 9 n° 3, septembre 1996.

L'exemple d'une dérive: Médecins du monde

Médecins du monde a lancé en 1999 une campagne de publicité par affichage sur les murs. On y voyait son sigle accompagné d'une question: « *Dans un génocide, le plus important, c'est soigner les blessés ou désigner les coupables?* » Cet extraordinaire aveu renferme toute la logique d'un humanitaire dévoyé. Pour les dirigeants de cette organisation, c'est une évidence qu'ils « affichent », une certitude qui justifie toute leur conception de l'humanitaire. Si on leur dit qu'ils se servent ici du serment d'Hippocrate pour manipuler le public, ils ne comprennent pas. La proposition de soigner les blessés sans arrêter la machine qui les produit est déjà hideuse. Dans le cas d'un génocide, elle n'a pas même de sens. Un génocide ne produit pas de blessés. Le but est l'extermination. Les rescapés, les survivants sont rares (moins de 1 % dans certaines régions du Rwanda).

Cette campagne de publicité a heureusement provoqué des protestations. La pétition lancée par Rwandanet³³ expliquait courtoisement et pédagogiquement à Médecins du monde que dans le génocide des Tutsi, comme dans celui des Arméniens et des Juifs, les victimes étaient assassinées et non blessées ou mutilées. Soigner les victimes d'un génocide, insistait la pétition, c'est surtout prévenir les assassinats et pour cela il est du devoir de tous – et même des médecins humanitaires – d'identifier et de désigner les coupables. Si personne ne reproche les soins aux blessés, en revanche on peut critiquer la façon dont est pensée et utilisée l'action humanitaire, « service après-vente » aveugle et docile de la barbarie. Cette opération de communication de Médecins du monde montre aussi comment le terme de génocide, utilisé à des fins publicitaires, est dénaturé, banalisé et galvaudé. On retrouve ici l'impudeur et le négationnisme implicite de la folle ruée des ONG sur Goma de juillet-août 1994.

Les dictatures françaises constituent le débouché essentiel des ONG. L'action humanitaire est devenue le complément indispensable d'un système politique basé sur la dictature, la corruption

33. Jean-Luc Chavagnieux, site Web Rwandanet (www.rwandanet), pétition relayée par *Liaison-Rwanda* n° 25, septembre octobre 1999.

et le détournement du bien public. Il est devenu le visage humain d'une barbarie organisée. Cette utilisation de l'humanitaire renforce le pouvoir de dirigeants corrompus dans les pays les plus misérables de la planète. Pour les donateurs, la compréhension des causes politiques des « désastres humanitaires » est évitée. Elle est remplacée par la bonne conscience que permet la charité, par le sentiment de sa grande humanité que procure un don à l'humanitaire. La charité était indispensable à l'ordre social féodal – et l'a été jusqu'au début de l'ère industrielle. Elle empêchait toute remise en cause de cet *ordre*, avec le double mouvement de donner bonne conscience aux plus riches et consolation aux plus pauvres. De même, l'humanitaire est devenu un rouage de l'ordre néocolonial, indispensable au fonctionnement des régimes les plus corrompus de la planète³⁴ au seul bénéfice de leurs parrains occidentaux. L'apolitisme prétendu de Médecins du monde est en réalité très politique, comme tout apolitisme.

L'utilisation politique de l'humanitaire

L'utilisation politique et médiatique de l'humanitaire a une histoire. C'est de retour de la guerre du Biafra (1966-1970) que Bernard Kouchner a créé Médecins sans frontières. Il déclare en septembre 1968 qu'il n'y a pas de « *bons et de mauvais morts: des morts de gauche et des morts de droite* »³⁵. Au Biafra, on veut bien croire qu'il n'y avait que des « bons morts » : ils étaient tous instrumentalisés par le Sdece (service secret qui deviendra la DGSE en 1981) et la propagande foccartienne, dans une des plus ignobles aventures de la Françafrique – avec le Rwanda. Les avions de La Croix-Rouge transportaient des mercenaires et ont déversé au Biafra des tonnes d'armes et de munitions. Ces avions « humanitaires » étaient affrétés par le Sdece et les réseaux ivoiriens de Jacques Foccart dans une tentative

34. Alex de Waal donne un aperçu synthétique des dérives de l'humanitaire dans son livre *Famine business*, ouvrage cité.

35. Cité par Bertrand Lebeau, « Bernard Kouchner, symbole d'une génération », *Médecins du monde, le journal destiné aux donateurs* n° 59, juin 2000.

sanglante pour déstabiliser le Nigeria. L'humanitaire servait alors à camoufler une aide militaire dont la conséquence a été de prolonger les souffrances du peuple ibo. Vingt-cinq ans avant le Rwanda, l'Élysée et ses réseaux, avec l'aide de la présidence ivoirienne, tiraient déjà les ficelles d'une « guerre tribale ». Vingt-cinq ans avant le Rwanda, l'Élysée agissait sous couvert d'humanitaire et se moquait du Parlement ³⁶.

Sous l'égide de la télévision publique (l'ORTF), une grande campagne de collecte de fonds sera lancée pour le Biafra. Les méthodes médiatiques utilisées « pour galvaniser la générosité des Français en faveur du Biafra » ³⁷ anticiperont celles de *Turquoise*. Foccart expliquera le stratagème : « Les journalistes ont découvert la grande misère des Biafrais. C'est un bon sujet. L'opinion s'émeut et le public en demande plus. Nous facilitons bien entendu le transport des reporters et des équipes de télévision par des avions militaires jusqu'à Libreville et, de là, par les réseaux qui desservent le Biafra. » ³⁸ Dans un colloque tenu à Paris en 1998 sur « Les ONG humanitaires face aux pouvoirs », l'un des orateurs, ex-directeur des opérations internationales de La Croix-Rouge, a expliqué que La Croix-Rouge française était intervenue au Biafra à la demande expresse du général de Gaulle. Il voulait manifester ainsi la compassion de la France pour les victimes de la guerre. L'orateur a admis que les autres ONG françaises impliquées avaient également été sollicitées par le général de Gaulle ³⁹.

L'autre idée est de faire intervenir les *french doctors*. Pour mobiliser l'opinion, il faut des hommes célèbres et populaires. Or, les *french doctors* sont précisément des hommes illustres. C'est du moins ainsi que le journal *Médecins du monde* présente Bernard Kouchner : « On peut donc lui trouver tous les défauts du monde :

36. On lira une excellente présentation de cette guerre dans le livre de François-Xavier Verschave, *La Françafrique*, Stock, 1998, pp. 137-153.

37. *L'Express* du 17 avril 1972.

38. Jacques Foccart et Philippe Gaillard, *Foccart parle : entretiens avec Philippe Gaillard*, I, Fayard/Jeune Afrique, 1995, p. 346.

39. Michel Sitbon, communication personnelle.

qu'il est cabot, narcissique, imbu de lui-même, petit chef, qu'il se comporte en diva – “un tiers-mondiste, deux tiers mondain” –, que n'a-t-on entendu ! Tout cela est vrai, mais sans importance. Car Bernard Kouchner est un homme illustre. » ⁴⁰ L'obsession fondamentale du *french doctor* Kouchner serait, nous dit ce journal, « qu'un nouvel Auschwitz ne puisse avoir lieu dans le silence et l'indifférence ». Dans le cas du Rwanda, c'est précisément ce qui s'est passé. On peut s'étonner que cela n'ait pas été relevé. La rédaction de ce « journal destiné aux donateurs » (dont j'étais) ne fait aucun commentaire. Soit elle considère qu'il s'agit d'une figure de style sans contenu, soit que le génocide des Tutsi n'est qu'un « détail » trop insignifiant pour être signalé.

Jean Kambanda, organisateur du génocide et condamné à la prison à vie pour ce crime, expliquait pendant les massacres : « Pour mettre fin aux tueries, il faut d'abord arrêter la guerre. En effet à ce moment, la population nous demande des armes pour pouvoir défendre le pays contre l'invasion du FPR. La seule solution est un cessez-le-feu et un retour aux tables de négociations. » ⁴¹ Les Français et le gouvernement de Jean Kambanda demandaient un cessez-le-feu au FPR. Pour l'obtenir, ils envoient Bernard Kouchner au Rwanda en mai 1994. Or, l'entreprise génocidaire était indépendante de la guerre. La guerre et le génocide étaient deux choses différentes que réalisait simultanément le GIR. « Un cessez-le-feu aurait gelé les lignes de front, permettant à l'armée et aux milices de poursuivre les massacres [sans être inquiétées] dans la plus grande partie du pays contrôlée par le gouvernement intérimaire. Un cessez-le-feu comme prélude à un règlement négocié de la guerre aurait signifié l'octroi d'une certaine forme de légitimité ou de reconnaissance au gouvernement intérimaire responsable du génocide. Cela aurait eu pour effet de renforcer les extrémistes au pouvoir dans la plupart des régions du Rwanda et d'empêcher que les responsables du génocide soient amenés devant les tribunaux. » ⁴² De retour du

40. Bertrand Lebeau, *Médecins du monde* n° 59, juin 2000.

41. *Rondom Rwanda* n° 3, p. 21, mai 1994.

42. Alex de Waal, *Famine business*, ouvrage cité, p. 153.

Rwanda, Bernard Kouchner ne dit pas qu'un génocide est en train de se dérouler au Rwanda⁴³. En revanche, il déclare devant les journalistes: « *La paix et un cessez-le-feu sont les premières nécessités.* »⁴⁴ Le cessez-le-feu allait permettre d'éliminer les derniers Tutsi encore vivants. Gérard Prunier écrira qu'il n'avait « *visiblement rien compris à la situation* »⁴⁵.

Rien compris? On l'espère. Mais cette analyse « naïve » n'est guère tenable, eu égard aux antécédents de Bernard Kouchner dans les manœuvres foccartiennes du Biafra. Le 17 juin, l'ancien secrétaire d'État aux Affaires humanitaires retourne à Kigali voir le général Dallaire, avec dans ses bagages « *une carte sur laquelle était tracée une ligne délimitant la zone qui devait se retrouver sous le contrôle français* »⁴⁶. Il s'agit de préparer *Turquoise*. Voici comment Alison Des Forges rapporte l'entretien: « *Kouchner aurait pressé Dallaire de solliciter l'intervention des troupes françaises pour sauver des orphelins et des missionnaires bloqués derrière les "lignes Interahamwe", dans la capitale.* » Le but était d'utiliser Dallaire pour promouvoir l'opération *Turquoise*. Suspicieux quant aux intentions françaises, Dallaire répondit: « *Non! Je ne veux pas voir de Français ici. Si vous voulez nous aider, donnez le matériel et les moyens de transport nécessaires aux troupes qui attendent de rejoindre la Minuar.* »⁴⁷ Ce refus de Dallaire a probablement évité une aide militaire décisive au gouvernement génocidaire en interdisant Kigali à *Turquoise*, limitant cette fausse opération humanitaire à un débarquement au Zaïre.

L'humanitaire, comme le devoir d'ingérence, est une excellente idée, mais dont l'utilisation demande une véritable démocratie, à la

43. C'est étonnant pour quelqu'un qui écrira sept ans plus tard: « *J'ai assisté aux massacres à la machette d'enfants de douze ans par des enfants de quatorze ans dans les rues de Kigali* », *Le Monde* du 26 octobre 2001.

44. *Le Monde* du 20 mai 1994.

45. Gérard Prunier, *Rwanda, le génocide*, ouvrage cité p. 321.

46. Alison Des Forges, *Aucun témoin ne doit survivre*, ouvrage cité, p. 780. Interrogé par l'auteur, Bernard Kouchner ne se souvient pas qui lui a donné cette carte!

47. Alison Des Forges, *ibidem*.

fois dans les faits et les institutions. Une démocratie qui contrôlerait et maîtriserait parfaitement ses services secrets et son armée. Ce n'est pas le cas en France. Il n'en existe malheureusement pas vraiment en Occident et encore moins dans le reste du monde. Certains humanitaires ont parfaitement vu le rôle pervers de leur spécialité: « *L'une des conséquences de ces événements historiques est l'occupation par l'action humanitaire de l'espace laissé vacant par le politique. C'est aussi la récupération, ou le détournement du discours humanitaire transformé en idéologie de secours, voire en diplomatie de substitution par l'État.* »⁴⁸ Mais c'est, hélas, bien plus. L'humanitaire, on l'a vu, peut être détourné et utilisé dans l'arsenal de ses « coups tordus » par un pouvoir sans garde-fou. Il peut être manipulé par les services secrets aux fins d'une politique invouable.

48. Rony Brauman et René Backman, *Les Médias et l'humanitaire, éthique de l'information ou charité spectacle*, CFPJ, 1996.